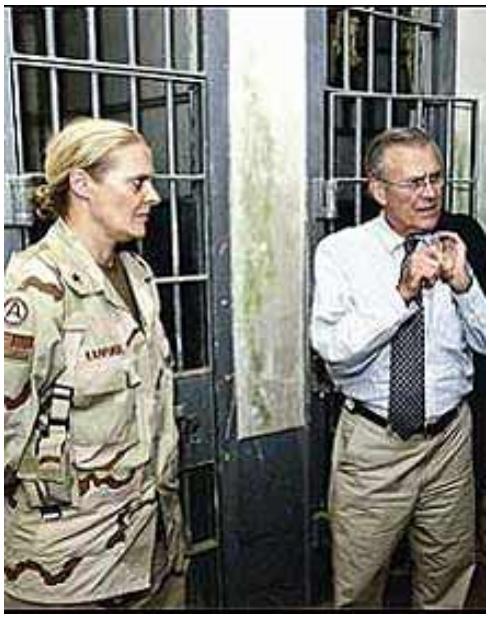
Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

4 mai 2004

N°112 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LA COALITION DU DÉSHONNEUR

La sale guerre contre les Irakiens



L'opinion publique états-unienne et britannique découvre des cas de torture infligés par les forces de la Coalition à des prisonniers irakiens. Bien que les gouvernements s'efforcent de présenter ces horreurs comme des bavures, elles ont été pratiquées sous l'autorité directe du commandant du Centre interarmes d'interrogatoire dans le cadre d'une stratégie de terrorisation de la population planifiée par l'état-major. Loin d'être des événements marginaux, ils sont les prémisses de la campagne de contre-insurrection que dirigera à partir de juillet John Negroponte en s'appuyant sur les tortionnaires du régime de Saddam Hussein dont il a annoncé la réhabilitation.

page 2

Les crimes impunis des « sous-traitants civils »

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Terry Jones souligne le niveau d'hypocrisie avec lequel on décrit la guerre en Irak. La presse utilise un vocabulaire partial en qualifiant notamment les mercenaires de « sous-traitants civils ». Peter Singer note qu'ils sont impliqués dans les maltraitances de prisonniers en Irak. Or, comme dans le cas du réseau de proxénétisme des mercenaires de Dyncorp en ex-Yougoslavie, il n'existe aucune juridiction compétente pour les juger.

page 6

REPÈRE : 4 MAI 1970

L'armée US massacre les anti-guerre à Kent State

En 1970, l'opposition à la guerre du Vietnam se développe sur les campus. Dans l'Ohio, à l'université de Kent State, un week-end anti-guerre est organisé pour protester contre l'invasion du Cambodge par les troupes U.S. Après les débordements des premières manifestations (bris de vitrine, bureau de recrutement incendié) la Garde Nationale est appelée. Le 4 mai, une manifestation pacifique est dispersée, baïonnette au canon. Arrivés sur le parking de l'université, les soldats ouvrent soudain le feu, tuant 4 étudiants dont la plupart ne sont même pas des manifestants, mais se rendent à leurs cours. Le gouverneur de l'Ohio ira jusqu'à inventer un groupe terroriste ayant tiré sur les soldats pour justifier la tuerie. Une semaine plus tard, à Jackson State University, trois autres manifestants seront abattus. La veille, le président Richard Nixon avait déclaré : « *They're dirty hippies. We're gonna give'm Hell everywhere we meet them* » [Ce sont de sales hippies. Nous les enverrons en enfer, où que nous les trouvions]. Photos ■

LA PRESSE NIPPONE FORTEMENT INCITÉE À « S'AUTO CENSURER » SUR L'IRAK

Dès le déploiement des quelques 1000 personnels militaires nippons en Irak, en janvier dernier, le gouvernement appelait les médias à ne pas publier de reportages et à s'abstenir de diffuser des informations sur les « *forces d'autodéfense* » du Japon présentes sur place. Les patrons de presse n'ont pas protesté. Au contraire, note le professeur de Droit des médias Takaaki Hattori dans la *Japan Media Review*, les médias nippons ont pour la plupart rigoureusement observé ces consignes en évitant par exemple de montrer des images de soldats de la Coalition victimes des combats. De plus, pour maintenir cette omerta, des « *mises en garde* » leur sont régulièrement communiquées. Ainsi, on pouvait lire dans une note adressée par le gouvernement aux patrons de presse : « *L'Irak est un endroit très dangereux. Et si vos employés meurent là-bas ?* ». ■

La Coalition du déshonneur

La sale guerre contre les Irakiens

L'opinion publique états-unienne et britannique découvre des cas de torture infligés par les forces de la Coalition à des prisonniers irakiens. Bien que les gouvernements s'efforcent de présenter ces horreurs comme des bavures, elles ont été pratiquées sous l'autorité directe du commandant du Centre interarmes d'interrogatoire dans le cadre d'une stratégie de terrorisation de la population planifiée par l'état-major. Loin d'être des événements marginaux, ils sont les prémisses de la campagne de contre-insurrection que dirigera à partir de juillet John Negroponte en s'appuyant sur les tortionnaires du régime de Saddam Hussein dont il a annoncé la réhabilitation.

Le général Janis Karpinski faisant visiter le centre de torture d'Abou Gharib à Donald Rumsfeld.

Les autorités états-uniennes et britanniques ont vivement condamné les humiliations et tortures de prisonniers irakiens rapportées par la presse. Elles ont assuré que ces faits étaient marginaux et seraient sanctionnés.

En quelques jours, le tabou est tombé. L'émission phare de reportages de CBS, *60 Minutes*, a diffusé des photographies de mauvais traitements dans une prison proche de Bagdad. L'enquêteur vedette du *New Yorker*, Seymour M. Hersh, a révélé les rapports internes des inspecteurs du département de la

Défense [1] . Enfin, le Daily Mirror a publié à son tour des témoignages de mauvais traitements infligés, cette fois, par les forces britanniques [2].

En octobre et décembre 2003, le major général Antonio M. Taguba a conduit une inspection en Irak dans les centres pénitentiaires gérés par l'US Army, ainsi que dans les bases états-uniennes qui disposent également de prisons. Son rapport, de 53 pages, a été classifié, mais plusieurs journalistes en ont eu connaissance. Il établit des abus sexuels et des tortures allant jusqu'à la mort, notamment dans la prison d'Abou Gharib. Les violences seraient le fait de personnels de la 800e Brigade et de « *contractants civils* » encadrés par des agents du service de renseignement de l'Armée de terre et de la CIA. Les appelés auraient été encouragés à humilier les détenus pour les casser psychologiquement et les préparer aux interrogatoires. Le général de brigade Janis Karpinski, seule femme officier supérieur en poste en Irak, alertée de nombreuses fois, n'aurait pris aucune mesure pour mettre fin à ces agissements. Elle aurait au contraire signé divers rapports mensongers pour classer les plaintes.

Les témoignages et photographies rapportés par le *Daily Mirror* sont contestés. Il s'agit de brutalités commises par des soldats du Queen's Lancashire Regiment dans la zone d'occupation britannique.

Les commentateurs qui se disent surpris par ces affaires font preuve d'une bien étrange naïveté. De telles horreurs ne sont pas nouvelles en temps de guerre et voilà des mois que l'on enregistre des plaintes d'Irakiens tandis que des prisonniers meurent en détention. Plutôt que de commenter ces affaires d'un point de vue moral, forcément hypocrite dans la situation, il convient de les analyser politiquement et d'en tirer les conclusions qui sont forcément déplaisantes.

Les faits rapportés n'ont rien de marginaux, même s'ils n'ont fait l'objet d'aucune instruction précise. Ils sont la conséquence de la stratégie mise en œuvre en Irak. Pour briser la résistance, le Pentagone a déclenché, le 12 novembre 2003, une campagne de contre-insurrection, dénommée « Marteau de fer ». Elle est placée sous le commandement du lieutenant général William Jerry Boykin qui, dans la tradition de Custer, considère qu'un bon adversaire est un adversaire mort. Boykin est un néo-fasciste déjà impliqué dans la sale

guerre de Colombie, notamment dans l'assassinat de Pablo Escobar. Il est connu pour son fanatisme chrétien, qui le conduit à assimiler les musulmans à Satan. Cette opération est menée avec l'aide d'officiers israéliens qui partagent avec leurs homologues états-uniens leur expérience acquise dans les territoires palestiniens occupés. Il s'agit de terroriser la population pour qu'elle dénonce les résistants. Cette stratégie suppose, entre autres, l'usage de la torture.

Parmi les personnes mises en cause dans le rapport Taguba figure en bonne place le lieutenant colonel Steven L. Jordan, alors commandant du Centre interarmes d'interrogatoire et de débriefing, aujourd'hui suspendu. Compte tenu de ses fonctions, il n'est pas crédible de prétendre que les tortures se seraient limitées à la prison d'Abou Gharib.

Comme nous l'avions expliqué à l'époque, les opérations de contre-insurrection sont souvent à la fois des victoires militaires et des défaites politiques. Elles constituent un engrenage sans fin. C'est donc malheureusement sans surprise que nous avons observé que l'opération Marteau de fer allait être généralisée à l'ensemble de l'Irak à partir de juillet comme le montre la nomination de John Negroponte pour prendre la succession de L. Paul Bremer III. M. Negroponte est en effet le plus grand spécialiste états-unien de la guerre contre les populations, dite « *guerre de basse intensité* ». Il peut se prévaloir d'avoir lui-même dirigé le sale boulot en Amérique centrale, allant jusqu'à commander les escadrons de la mort au Honduras, au Salvador et au Nicaragua. Sa première décision en Irak devrait être d'annuler la déba'asification, c'est-à-dire de rappeler les tortionnaires du régime de Saddam Hussein car on ne saurait se passer d'un personnel si bien formé.

Les exactions rapportées ne sont pas le seul fait des troupes US, mais aussi britanniques. Or, ces dernières jouissaient jusqu'à présent d'une certaine estime dans la presse occidentale. On découvre qu'étant membres de la Coalition, elles sont parties prenantes de sa sordide stratégie, y compris du recours à la torture. Force est d'admettre que les unités combattantes des autres membres de la Coalition sont, elles aussi, associées à la même stratégie et seront donc conduites à commettre les mêmes horreurs. Il ne s'agit pas des bavures auxquelles on pourra mettre un terme, mais d'un avant-goût de ce qui attend les Irakiens dans la guerre que Washington leur a déclarée.

Par ailleurs, on peut observer les conséquences de la féminisation des armées : il existe désormais des femmes tortionnaires, pleinement égales des hommes. Voilà qui démontre à ceux qui avaient oublié le mythe des Amazones, que sur ce point tout au moins, il n'y a aucune différence de nature entre hommes et femmes. La brutalité n'est pas l'apanage des hommes parce qu'ils sont physiquement plus forts que les femmes, elle est partagée par celles-ci lorsqu'elles disposent de la force.

Enfin, on doit observer le rôle des « *contractants civils* ». Le rapport Taguba met en cause des personnels de CACI International Inc. et de Titan Corp. Cette seconde société est celle qui fut chargée du rapport sur l'efficacité des secours lors de l'attentat commis au Pentagone, le 11 septembre 2001. Il semble que l'un des contractants ait fait office de traducteur pendant les séances de torture, on ignore le rôle des autres. Mais compte tenu de leur statut civil, ils ne sont pas

concernés par l'enquête de l'inspection militaire et ne seront pas traduits en cour martiale. En théorie, ils pourraient être jugés par des tribunaux irakiens, mais ceux-ci ne pourraient établir les faits, puisque les magistrats irakiens ne peuvent prétendre à enquêter dans les prisons et casernes de leurs libérateurs. Environ un quart des personnels de la Coalition sont des « *contractants civils* » qui échappent donc à toute juridiction. En d'autres termes, des mercenaires peuvent pratiquer la torture dans les casernes de la Coalition en toute impunité.

Certains des partisans de l'invasion de l'Irak ont cru, de bonne foi, que la légalité de la guerre importait peu au regard du noble objectif du renversement de la dictature de Saddam Hussein. Ils doivent aujourd'hui reconnaître qu'en préférant la loi du plus fort au droit, ils ont permis à une tyrannie d'en remplacer une autre.

---

[1] « Torture at Abu Ghraib » par Seymour M. Hersch in *The New Yorker* daté du 10 mai 2004 (mis en distribution le 30 avril)

[2] « Shame of Abuse by British Troops » par Paul Byrne, *The Daily Mirror*, 1er mai 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. CMPP en cours.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

FOCUS

Les crimes impunis des « sous-traitants civils »

Analyse

L'humoriste Terry Jones souligne dans le *Guardian* le niveau d'hypocrisie avec lequel on décrit la guerre en Irak. La presse utilise un vocabulaire partial : les GI's sont les « forces de la Coalition », les Irakiens sont « les rebelles », les mercenaires sont des « sous-traitants civils ». On parle même de transfert de souveraineté et de cessez-le-feu, alors qu'il n'y a pas de souveraineté et pas de cessez-le-feu.

Patrick Seale analyse pour *Gulf News* le conflit qui oppose le département d'État à celui de la Défense par Brahimi et Chalabi interposés en Irak. Pour Powell, Lakhdar Brahimi offre une porte de sortie du bourbier irakien, pourvu qu'on le laisse agir sans toutefois lui laisser prendre trop d'importance. Pour les néo-conservateurs, Ahmed Chalabi est un fantoche stipendié par le Pentagone permettant de conserver la totalité des commandes en Irak.

Peter Singer, auteur de l'étude de référence sur la privatisation des armées, note dans le *Los Angeles Times* et le *Guardian* que des « sous-traitants civils » sont impliqués dans les maltraitances de prisonniers en Irak. Or, comme dans le cas du réseau de proxénétisme mis en place par des mercenaires de Dyncorp en ex-Yougoslavie, il n'existe aucune juridiction compétente en mesure de juger leurs crimes.

Le colonel Valery E. Yarynich, de l'Académie des sciences militaires russes, souligne dans le *Washington Post* que le terrorisme ultime, c'est la terreur nucléaire. De ce point de vue, les forces nucléaires états-uniennes et russes sont insuffisamment sécurisées. Pour en protéger l'usage, il faudrait des mesures de sécurité partagées entre les deux grands.

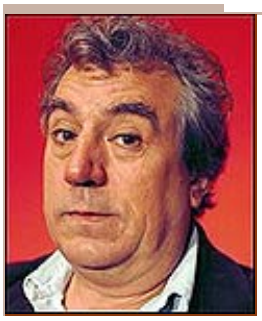
Le député socialiste français Jack Lang, et le maire démocrate de Rome, Walter

Veltroni, s'interrogent dans *Libération* sur la signification de l'élargissement de l'Union européenne. L'Union doit entreprendre une politique dynamique dans le domaine de la recherche et de l'éducation pour se développer économiquement. Elle soit aussi offrir une alternative aux zones de libre-échange que les USA mettent en place dans le monde. Mais elle ne peut répondre à ces ambitions qu'avec un budget adapté, alors que ses moyens ne sont aujourd'hui que de 0,98 % des revenus cumulés des États membres.
L'Union européenne, qui se présente comme un exemple de démocratie, tolère en son sein un État qui a interdit un parti politique (Batanusa en Espagne), vient de prendre position implicitement dans le conflit greco-turc, et pourrait voir ressurgir la guerre en Irlande du Nord. Gerry Adam, président du Sinn Féin et député de Belfast, alerte les lecteurs du *Guardian* sur le pourrissement de la situation. Il observe que, si le Sinn Féin et l'IRA ont tenu leurs engagements, ni les unionistes, ni les gouvernements successifs ne l'ont fait. On se dirige donc vers une reprise des hostilités.

Enfin, à l'issu de la conférence de Berlin contre l'antisémitisme, Daniel Goldhagen, qui accéda à la célébrité en affirmant que les Allemands étaient tous directement ou indirectement impliqués dans la perpétration de la solution finale, stigmatise les Européens dans le *Los Angeles Times*. Selon lui, l'antisémitisme redevient un fléau en Europe et les gouvernements du vieux continent ne prennent pas les mesures adéquates.

Réseau Voltaire

Terry Jones



Scénariste, acteur et réalisateur, Terry Jones est membre des Monty Python.

« La guerre des mots »

Source : The Guardian
Référence : « The war of the words », par Terry Jones, *The Guardian*, 30 avril 2004.

Un des principaux problèmes de l'actuelle et excitante aventure irakienne est que personne n'est d'accord sur la façon d'appeler les autres. Durant la Seconde Guerre mondiale, nous combattions les Allemands, les Allemands nous combattaient et tout le monde s'accordait sur qui combattait qui, c'est le propre de la guerre. En Irak en revanche, il n'y a pas d'accord sur ce point.
Il n'y a même pas d'accord sur la façon d'appeler un Américain. Les Irakiens insistent pour les appeler « Américains », ce qui peut sembler être raisonnable, mais les Américains, eux, veulent être appelés « forces de la coalition ». Cette appellation marque d'ailleurs la première tentative des Américains pour partager leur gloire militaire tant d'habitude Hollywood aime à rappeler que les États-Unis gagnent les guerres seuls.
Il y a aussi le problème de la façon dont les Américains désignent les Irakiens, surtout ceux qu'ils tuent. Il est difficile de désigner des personnes qui défendent leurs maisons contre des tanks et des hélicoptères comme des « terroristes et

des fanatiques », des personnes abattues par des snipers comme des « rebelles » (surtout quand il s'agit de femmes enceintes, d'enfants ou de vieillards) et des conducteurs d'ambulance comme des « combattants ». Il est également délicat de désigner des mercenaires comme des « sous-traitants civils » alors qu'on appelle les civils irakiens des « insurgés », le *Times* parlait même de « miliciens » à Nadjaf.
On parle également de « transfert de souveraineté » alors qu'il n'y a aucun pouvoir transféré et de « négociations » à Nadjaf alors que le choix n'est qu'entre se rendre ou être bombardés. Il est également difficile de savoir ce que signifie « cessez-le-feu ».
Aujourd'hui, le langage semble disposer de sa propre existence autonome : il a plus de chance que les Irakiens.

Patrick Seale

Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

« Brahimi contre Chalabi : les poignards sont sortis »

Source : Gulf News
Référence : « Brahimi versus Chalabi : The daggers are drawn », par Patrick Seale, *Gulf News*, 30 avril 2004.

De toutes les batailles qui ont lieu en Irak, l'une des plus déterminantes est celle qui voit s'affronter Amhed Chalabi et Lakhdar Brahimi, une bataille dans laquelle chaque camp est soutenu par des intérêts puissants et dont il est difficile de prédire l'issue. Chalabi veut gouverner l'Irak après le 30 juin et Brahimi veut l'en empêcher.
Brahimi est l'homme sur lequel les États-Unis et le Royaume-Uni comptent pour les sortir du désastre dans lequel ils se sont mis eux-mêmes. Il devra proposer comment et par qui l'Irak sera gouverné entre le 30 juin 2004 et janvier 2005. Chalabi est pour sa part un ancien banquier convaincu de fraudes et qui dirige l'Iraqi National Congress, un groupe d'exilés irakiens qui a poussé Washington à renverser Saddam Hussein en l'alimentant en fausses informations et qui toucherait 340 000 dollars par mois par le Pentagone. Chalabi est membre du Conseil de gouvernement irakien et a placé ses hommes aux postes importants. Il a plaidé la dissolution de l'armée irakienne et la déba'assification. D'un côté, nous avons donc une coalition soutenant l'ONU et les aspirations nationales irakiennes et arabes et, de l'autre, nous avons les néo-conservateurs et les amis d'Israël.
Le problème de Chalabi est que ses amis néo-conservateurs sont en train de perdre leur influence à Washington et que L. Paul Bremer ne lui fait plus confiance. Ce dernier est d'ailleurs revenu sur la politique de déba'asification, ce qui a provoqué la colère de Chalabi. Toutefois, Bremer sera parti le 1er juillet alors que Chalabi conservera des moyens d'action. Chalabi mène campagne contre Brahimi, l'accusant d'être un sunnite qui n'a aucun lien avec les chiites. Brahimi a également vu ses récentes déclarations imputant à la politique israélienne dans la région une large part des problèmes du Moyen-Orient condamnées par les États-Unis et Israël. Ces propos ont été tenus à Paris alors

que Brahimi fiançait sa fille au prince Ali de Jordanie.
En fait, les États-Unis ont besoin de Brahimi, mais craignent qu'il ne prenne trop d'influence en Irak. Brahimi sait cela et tout ce qu'il espère, c'est parvenir à constituer en Irak une organisation d'Irakiens de tous bords qui pourra faire contrepoids aux États-Unis.

Peter Singer

Ancien fonctionnaire au département de la Défense, Peter Singer est chercheur à la Brookings Institution et l'auteur de *Corporate Warriors : The Rise of the Privatised Military Industry*.

« Au-dessus de la loi, au-dessus de la décence »

Source : The Guardian
, Los Angeles Times
Référence : « Above Law, Above Decency », par Peter Singer, *Los Angeles Times*, 2 mai 2004.
« Beyond the law », *The Guardian*, 3 mai 2004.

Les récentes informations sur les soldats états-uniens commettant des abus contre des prisonniers irakiens sont à la fois horribles et attristantes. Heureusement, ceux qui les ont commis passeront en cour martiale et, s'ils sont jugés coupables, ils seront punis. Mais l'histoire ne s'arrête pas là car il semble que les faits reprochés aient aussi impliqué des sous-traitants civils. L'emploi de sous-traitant pour pratiquer des interrogatoires est déjà troublant en soi, mais le plus grave est qu'il existe une violation juridique qui a pour conséquence l'impossibilité de les juger pour leurs comportements criminels.
Il y a 15 à 20 000 sous-traitants en Irak aujourd'hui et ce large emploi de civils représente un changement majeur dans la façon dont les guerres sont menées. Mais, jusqu'à ces derniers jours, la plupart des États-uniens ignoraient que des firmes privées fournissaient également des interrogateurs et des traducteurs dans les prisons. Deux de ces entreprises ont été nommées dans un rapport de l'armée concernant des abus commis à la prison d'Abu Graib. L'enquête de l'armée a montré que les prisonniers avaient été forcés de simuler des actes sexuels, de former des pyramides humaines de corps nus et que l'un d'eux avait été relié à des électrodes, placé sur une boite et menacé d'électrocution au cas où il tombait. Un sous-traitant a même été accusé d'avoir violé un jeune prisonnier.
Le porte parole de l'armée a condamné ces actes, mais s'il existe des structures pour enquêter ou juger les actions des soldats, cela n'existe pas pour les civils. Ils ne sont pas soumis à la cour martiale, la loi du pays où ces actes ont été commis est difficilement applicable et beaucoup n'étant pas États-uniens, ils ne peuvent pas être jugés selon la loi des États-Unis. Légalement parlant, l'armée a affirmé ne disposer d'aucun moyen légal de condamner le violeur, dont le sort dépendra de son employeur. C'est déjà ce qui s'était passé avec des employés de Dyn Corp impliqués dans un réseau de prostitution dans les Balkans. Il est nécessaire de renforcer légalement l'emploi de sous-traitants.

Valery E. Yarynich

Ancien colonel dans l'armée russe, Valery E. Yarynich est professeur à l'Académie des Sciences militaires russes et chercheur au Center for Defense Information. Il est l'auteur de *C3 : Nuclear Command, Control Cooperation*.

« Le terrorisme ultime »

Source : Washington Post
Référence : « The Ultimate Terrorism », par Valery E. Yarynich, *Washington Post*, 30 avril 2004.

Après que les terroristes eurent frappé New York, Washington, Bali, Moscou, Madrid et le Moyen-Orient, beaucoup semblent croire aujourd'hui que les attentats sont inévitables. Ils espèrent seulement que les attaques ne vont pas les toucher eux-mêmes. Cette approche mène à la passivité. C'est dangereux car cela peut conduire à un niveau inimaginable de terrorisme.
Le danger vient des centaines de missiles nucléaires déployés pour le combat par les puissances nucléaires. La Russie et les États-Unis ont une bonne expérience dans la protection de ces systèmes contre les accidents et le terrorisme, mais les incertitudes demeurent. Des terroristes peuvent-il s'emparer de missiles ou les faire envoyer sans autorisation avec des hackers ? Il y a déjà eu des cas où des réseaux informatiques militaires ont été utilisés et cela conduirait à des conséquences bien pires que celles du 11 septembre.
Il est donc essentiel qu'un système de sécurité totalement nouveau soit mis en place et nous devons coopérer entre puissances nucléaires : toutes doivent savoir comment les autres se protègent. Les discussions entre experts et les promesses de diminution du nombre d'armes restent insuffisantes.

Jack Lang, Walter Veltroni

Jack Lang est député (PS) français et ancien ministre de la Culture et de l'Éducation nationale.

« Pas d'Europe sans budget »

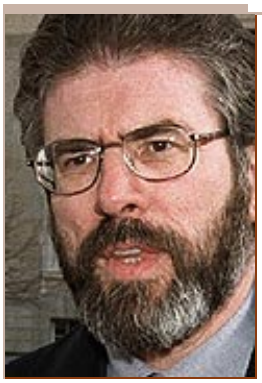
Source : Libération
Référence : « Pas d'Europe sans budget », par Jack Lang et Walter Veltroni, *Libération*, 30 avril 2004.

L'entrée de dix nouveaux pays est l'élargissement le plus important depuis le début du processus d'unification de l'Europe. Elle s'est imposée après la réunification allemande et l'effondrement du bloc soviétique alors que l'on assiste à une accélération de la globalisation et des multiples menaces de déstabilisation. Cet élargissement s'inscrit également dans une incontestable montée en puissance de la dynamique européenne. Pourtant, la construction européenne n'est ni achevée, ni définitivement assurée et le chemin est encore long.
L'Union européenne manque de moyens et son budget ne représente que 0,98 % des revenus cumulés des États membres. Plusieurs gouvernements, dont celui de la France, bataillent férocement pour ne pas franchir la barre des 1 %. Cette conception budgétaire malthusienne interdit toutes ambitions nouvelles. La PAC et les fonds de développements régionaux continueront d'absorber les trois quarts de ce budget et l'élargissement se traduira par un partage des

Walter Veltroni est maire de Rome (Démocrates de gauche).

ressources en portions dérisoires. L'Union doit pourtant se fixer un grand dessein.
La créativité et l'excellence de la recherche sont la clé de la croissance et l'Union européenne génère le tiers des connaissances dans le monde, mais cette richesse reste largement le fruit de politiques nationales et la coopération inter-étatique reste embryonnaire. Le budget qui lui est dévolu n'est que de 4 % et les gouvernements français et italien sont en train de la précariser. Nous devons constituer un CNRS européen, favoriser le multilinguisme et la formation des nouvelles générations. Il est indispensable de mettre en œuvre une impulsion publique à l'heure où l'AGCS risque de conduire à une dérégulation irréversible des services publics.
L'élargissement ne doit pas servir de prétexte à un désengagement des politiques de coopération. Nous devons resserrer nos liens avec le Mercosur et avec l'Afrique noire afin de desserrer l'emprise économique des États-Unis sur ces régions.

Gerry Adams



Gerry Adams est président du Sinn Féin et député de Belfast.

« Le processus de paix est en chute libre »

Source : The Guardian
Référence : « The peace process is in free fall », par Gerry Adams, *The Guardian*, 30 avril 2004.

Les grandes manifestations contre la guerre en Irak de l'année dernière ont démontré aux républicains et nationalistes irlandais, et à tous ceux qui désirent la paix et la justice, qu'il y avait dans le monde et en Grande-Bretagne des gens désirant une alternative à l'actuelle course du monde. Si ces gens étaient dans un tel état d'esprit, ils pouvaient aussi reconnaître la politique de leur gouvernement pour ce qu'elle est. Si la population ne croit pas les services de renseignement à propos de l'Irak, pourquoi les croirait-elle sur l'Irlande ?
Les gouvernements britanniques ont toujours soutenu les unionistes, même s'ils le montrent moins aujourd'hui. Le Sinn Féin a travaillé avec Tony Blair sur l'accord de paix. Nous savons qu'il désire la paix, mais ça ne veut pas dire qu'il va s'y prendre de la meilleure manière pour y parvenir. Ma conviction est que la politique britannique en Irlande devrait être de mettre fin à l'union et de persuader les unionistes que leur avenir réside avec nous, dans le reste de l'île. Les Républicains sont prêts à faire de grandes concessions pour cela et à aider au démembrement et au désarmement de l'IRA. Malheureusement, le gouvernement britannique, tout comme les unionistes, ne tient pas ses engagements.
Qu'en est-il de la démilitarisation ? des Droits de l'homme ? de l'égalité ? des victimes ? des symboles ? Le gouvernement britannique a suspendu les institutions quatre fois et annulé le résultat des élections locales deux fois. En octobre, les unionistes, le Sinn Féin et les deux gouvernements ont conclu un accord que le Sinn Féin et l'IRA ont respecté, mais pas les unionistes, ni les gouvernements. Ils ont même refusé la création de commissions d'enquête sur

les actes reprochés aux unionistes, il semble même au contraire qu'ils aient décidé de s'attaquer aux républicains irlandais.

Daniel Jonah Goldhagen

Daniel Jonah Goldhagen est chercheur au Minda de Gunzburg Center for European Studies et l'auteur de *Hitler's Willing Executioners : Ordinary Germans and the Holocaust*.

« La réponse sans mordant de l'Europe à l'antisémitisme »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Europe's Toothless Reply to Anti-Semitism », par Daniel Jonah Goldhagen, *Los Angeles Times*, 30 avril 2004.

L'OSCE vient de conclure une conférence à Berlin sur l'antisémitisme en présence des représentants de 55 pays. Bien que cette conférence ait été organisée en fanfare pour faire face à l'antisémitisme, elle n'a produit qu'une déclaration faible qui ne parvient pas à créer les institutions nécessaires pour combattre ce problème. On assiste à une nouvelle poussée de l'antisémitisme ces dernières années et un sondage dans dix pays européens a démontré que dans huit d'entre eux, 40 à 60 % de la population pensait que leurs concitoyens juifs avaient avant tout une loyauté envers Israël.

Cette croissance de l'antisémitisme passe souvent par des codes et par la critique d'Israël. Ce nouvel antisémitisme a poussé les institutions juives à adopter une mentalité d'assiégé. En France, le nombre d'incidents antisémites moyen est passé de dix dans les années 90 à cent vingt entre 2000 et 2002. Beaucoup de juifs n'osent plus affirmer leur judaïté en public et, sans la protection continuelle de la police, les juifs seraient intolérablement vulnérables. 33 à 45 % des juifs français songent à émigrer. Les causes de la résurgence de l'antisémitisme sont variées selon les pays : affaiblissement du tabou de l'expression antisémite, existence d'une large population islamique définissant les juifs comme leurs ennemis, résurgence de la droite politique (en Allemagne spécifiquement, c'est la lassitude des évocations de l'holocauste), la capacité du conflit au Proche-Orient à inciter aux actions contre les juifs et la permissivité européenne face à ce discours.

La reconnaissance du phénomène lors de la conférence de l'OSCE est en soi un progrès, il reflète la reconnaissance par Jacques Chirac de l'antisémitisme dans son pays. Toutefois c'est insuffisant, il faut que les gouvernements européens soient décidés à combattre à tout prix les agressions contre les juifs et mettent en place une conférence permanente sur l'antisémitisme.